

Livres

Numéro 798, septembre–octobre 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/88780ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(2018). Compte rendu de [Livres]. *Relations*, (798), 45–48.

Une culture d'agression Masculinités, industries du sexe, meurtres en série et de masse

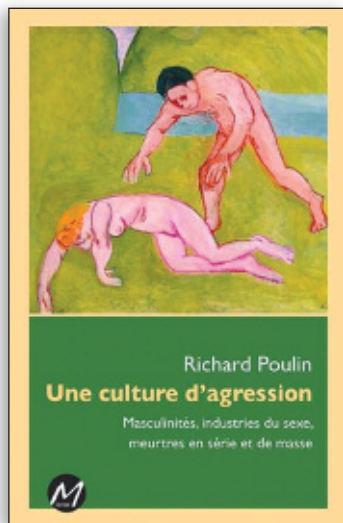
RICHARD POULIN
Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2017,
259 p.

Richard Poulin, professeur et chercheur retraité de l'Université d'Ottawa, est connu depuis longtemps des personnes et des groupes engagés dans les luttes contre l'exploitation sexuelle. Ses conférences récentes en Espagne, les nombreuses réactions et questions qu'elles ont suscitées ainsi que la forte mobilisation québécoise concernant les nombreux cas d'agressions sexuelles l'ont incité à poursuivre sa réflexion, ce qui a donné un nouveau livre, véritable cadeau dans le contexte actuel.

Pour décrypter la culture d'agression caractéristique de nos sociétés, l'auteur a choisi « de mettre en évidence trois domaines qui, à première vue peuvent sembler marginaux, bien qu'en fait, ils se retrouvent au cœur d'une dynamique explicative de certaines masculinités sociales » (p. 19) : la prostitution, la pornographie et le meurtre de femmes.

La première partie du livre est consacrée à la prostitution, l'une des principales industries du monde. Par exemple, en Thaïlande, celle-ci représenterait 14 % du PIB. Le tourisme sexuel et la traite à des fins d'exploitation sexuelle sont des prolongements mondialisés de cette industrie vouée au plaisir masculin et à l'appropriation du corps des femmes comme acte de pouvoir. La mondialisation des marchés et les guerres modernes ont favorisé son expansion partout dans le monde. Ainsi, le crime organisé compte sur le trafic des migrantes et la traite des femmes pour encaisser d'énormes profits. L'auteur fait aussi état des controverses et des enjeux qui entourent la prostitution et la traite des êtres humains, souvent liés à la légalisation du proxénétisme et à la réglementation adoptées dans plusieurs pays au tournant du siècle. Des études récentes, statistiques à l'appui, démontrent que la prostitution légalisée (par

exemple, en Australie et dans l'État du Nevada, aux États-Unis) s'opère au détriment des personnes prostituées, en donnant une impulsion importante à l'industrie de la prostitution et, par conséquent, à la traite humaine. Par exemple, aux Pays-Bas, 80 % des personnes prostituées sont originaires de l'étranger et 70 % d'entre elles sont sans papiers.



Dans la deuxième partie du livre, l'auteur présente la pornographie comme faire-valoir sexuel pour les hommes. Celle-ci serait l'antithèse de l'acte solitaire, car elle s'inscrit dans des rapports sociaux de sexe. Une étude fouillée des codes pornographiques et de la structure de ses procédés narratifs permet de comprendre ce qui fonde l'industrie et le commerce du fantasme de la domination sexuelle. L'auteur critique aussi différentes recherches sur les effets de la pornographie, soulignant que les jeunes ont un libre accès à celle-ci : leur imaginaire est ainsi nourri de ces images dégradantes et violentes, parfois avant même leur éveil à la sexualité. De même, l'hypersexualisation des jeunes filles est promue dans les publicités et la mode, à la télé comme au cinéma, où l'on banalise le fantasme de la Lolita. Les impératifs normatifs de la beauté pèsent lourdement sur les filles et les femmes qui doivent afficher une apparence toujours jeune. « Mettre en valeur son corps pour faire plaisir aux garçons et aux hommes s'apprend tôt et, aujourd'hui, le corps des fillettes se forme en se conformant aux modèles domi-

nants qui sont de plus en plus pornographiques » (p. 207).

Dans la troisième partie, Richard Poulin reprend l'analyse de meurtres multiples et de tueries pour comprendre des mécanismes sociaux fondamentaux. La tuerie de Polytechnique sert d'exemple pour montrer qu'il faut voir au-delà des causes individuelles (psychologiques et mentales) pour examiner les motivations profondes et la dynamique sociale qui sous-tendent de tels actes. Car la violence fait partie de l'ordre social. Plus de la moitié des meurtres de masse sont commis au sein de la famille, surtout au moment de l'annonce d'une séparation par la conjointe. Comment expliquer aussi que les femmes et des groupes minoritaires soient les principales victimes de ces tueries ? Ce qui sous-tend ces drames, c'est la domination masculine, un modèle étroitement lié au pouvoir de l'argent, à la misogynie, au sexisme et au racisme – une réalité que les médias occultent trop souvent.

En adoptant une approche construite à partir des victimes, l'auteur, qui est professeur associé à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM, ouvre une perspective essentielle : « Nommer cette violence et reconnaître ses victimes, briser le silence, sont l'une des conditions pour que cette violence soit combattue » (p. 259).

Céline Dubé

L'écologie politique Au-delà de l'environnementalisme

DIMITRI ROUSSOPOULOS
Montréal, Écosociété, 2017, 143 p.

Dimitri Roussopoulos est éditeur chez Black Rose Books, organisateur communautaire et conférencier. En 1994, il faisait paraître la première édition française de ce livre, aujourd'hui réédité dans une version revue et augmentée. Il y a ajouté, entre autres, des propos sur la crise grecque de 2015 ; les expériences kurdes au Rojava, en Syrie, inspirées des idées de l'écologiste libertaire américain Murray Bookchin ; et une

annexe sur la COP 21 qui s'est tenue à Paris en 2015. La thèse de l'auteur est que la crise environnementale n'est pas une crise de la nature : elle tire sa source de la crise au cœur de notre société, qui engendre une guerre à l'endroit de la nature. L'écologie sociale, inspirée de l'écologie politique de Murray Bookchin, vise à répondre à cette crise.



Le concept d'écologie sociale exige un changement urgent du système qui est à l'origine de la crise écologique, « ce qui revient à dire de défier et de transcender un système économique centré sur le profit et basé sur la concurrence et une croissance impitoyable servant ses propres fins. Nous devons remplacer le capitalisme et l'État-nation par une nouvelle société qui valorise l'humanité et la nature plutôt que le matérialisme et ses produits » (p. 107). Ce changement radical nécessite un mouvement citoyen politisé qui travaille du bas vers le haut, quartier par quartier, avec l'ambition de conquérir le pouvoir municipal. Puisque plus de la moitié de l'humanité vit dans les zones urbaines depuis 2007, et qu'on estime que ce sera les trois quarts en 2055, l'auteur affirme que les villes sont les mieux placées pour contrer les changements climatiques et effectuer la transition écologique, notamment parce que la municipalité est le palier gouvernemental le plus proche de la population et que 70 % des émissions de gaz à effet de serre sont générées sur son territoire.

Dans un premier temps, Roussopoulos présente un historique bien fait des questions écologiques, allant de la première loi environnementale britannique de 1863 jusqu'à nos jours. Critique du rapport Brundtland, qui permet selon l'auteur de cautionner le système économique, il affirme néanmoins, à juste titre, que l'on a peu tenu compte de ses recommandations susceptibles de compromettre ce système. Quant aux Sommets de la Terre, organisés tous les 10 ans, leurs déclarations ne seraient selon lui que des vœux pieux. Dans l'annexe portant sur la rencontre de Paris (COP21), sa critique des conférences climatiques de l'ONU est sans appel : elles « ont considérablement servi comme foire d'exhibition et promotionnelle pour les plus importants criminels environnementaux » (p. 129). La conclusion de ce survol historique critique l'est tout autant : la gestion étatique de la crise environnementale a été un véritable échec.

L'auteur présente ensuite – dans une partie qui aurait eu avantage à être plus étoffée – différents mouvements de l'écologie politique : le conservatisme, l'environnementalisme, le populisme environnemental, l'écologie profonde, le biorégionalisme, l'écoféminisme, l'écossocialisme et l'écologie sociale, cette dernière approche étant celle adoptée par l'auteur. En ce qui concerne l'approche environnementaliste, très commune, elle s'apparente à la médecine curative, qui ne traite les symptômes que lorsqu'ils se manifestent tout en ignorant les causes sous-jacentes et systémiques.

Cette vision écologique inconséquente est patente en ce qui a trait aux changements climatiques. Selon les scientifiques, pour limiter le réchauffement à 2 °C, il faudrait que les émissions industrielles de gaz à effet de serre cessent d'ici 2050, et dès 2030 pour maintenir le réchauffement à 1,5 °C. Malgré cela, on construit encore aujourd'hui des infrastructures pour des centrales alimentées aux énergies fossiles, des raffineries, des mines et des pipelines qui devraient fonctionner bien au-delà de 2050 !

L'auteur conclut son livre par un appel à la désobéissance civile et à l'action directe non-violente afin de défier le

système économique implacable. Il affirme aussi avec acuité que les changements fondamentaux doivent être entrepris par notre génération, puisqu'il sera peut-être trop tard pour la prochaine.

La force de ce livre est son approche très pédagogique. Même si j'aurais aimé un plus long développement sur ce qu'il nomme sa « feuille de route du changement », et que ses analyses sur les luttes écologiques du Montréal des années 1960 et sur le Kurdistan syrien ne m'ont pas convaincu, Roussopoulos, tout compte fait, nous offre un bon livre d'initiation à l'écologie politique.

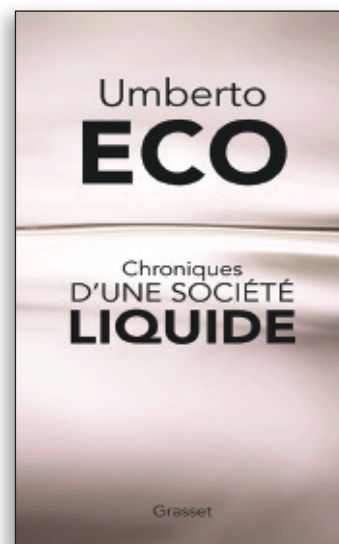
Bernard Hudon

Chroniques d'une société liquide

UMBERTO ECO

Paris, Grasset, 2017, 512 p.

Paru à titre posthume chez Grasset, *Chroniques d'une société liquide* compile les chroniques d'Umberto Eco (1932-2016) parues dans le journal italien *L'Espresso* de 2000 à 2015. Philosophe, sémioticien, universitaire et, par ailleurs, essayiste et romancier à ses heures, Umberto Eco avait déjà fait paraître chez le même éditeur un recueil de chroniques sous un titre farfelu : *Comment voyager avec un saumon, nouveaux pastiches et postiches* (1998).



D'entrée de jeu, une précision s'impose à propos du titre, que je contextualiserai brièvement : le concept évanescant de « société liquide » a été forgé dans les années 1990 par le sociologue polonais Zygmunt Bauman (1925-2017) pour décrire notre monde flou et approximatif, en perte de cadres stricts et de repères stables qui étaient autrefois partagés par une collectivité. En lieu et place, la société liquide serait désormais caractérisée par une forme d'individualisme survalorisé et sans attaches, dont les motivations reposeraient davantage sur l'hédonisme immédiat et le consumérisme. D'autres analystes comme Gilles Lipovetsky (*L'Ère du vide*, Gallimard) se référeront à l'idée de postmodernité pour proposer un constat similaire, et avant eux Pasolini et Marcuse, sans s'encombrer des étiquettes « liquides » ou « post-modernes ». Quoi qu'il en soit, le lecteur intéressé trouvera dans *La vie liquide* (2013) de Bauman des prolongements plus étayés, car Eco résume rapidement et sans trop insister sa propre conception de la modernité liquide dans la première chronique pour ne plus y revenir systématiquement.

Ce que ces billets perdent peut-être en approfondissement – ils font environ trois pages chacun –, le lecteur le gagne en concision et dans la variété des sujets abordés, allant des nouvelles technologies au quotidien jusqu'à des considérations plus éthiques : la réciprocité dans la tolérance, la nécessité du dialogue ou comment démasquer les formes subtiles de racisme. Ces chroniques, agencées non pas chronologiquement mais thématiquement, discutent des médias sociaux, des téléphones cellulaires, du droit au bonheur, de la mort, de la bonne éducation, de l'Italie de Silvio Berlusconi et d'innombrables prolongements à propos de lectures de toutes sortes, allant de James Joyce à Popeye. La section centrale porte spécifiquement sur des questions religieuses. Ainsi, dans son exposé distinguant le crucifix et la croix – « Le crucifix symbole presque laïc » (p. 302) –, Umberto Eco affirme que, de nos jours, la croix ne devrait plus être considérée uniquement comme un symbole religieux ou chrétien ; désormais, bien des gens

ignorent l'histoire chrétienne et portent une croix au bout d'une chaînette comme un simple bijou ou pendentif, sans s'identifier à Jésus ou sans même revendiquer quelque croyance que ce soit. Face à ce débat qui nous semblera familier, Umberto Eco soulève une question audacieuse : « Vu que le crucifix, sauf quand il apparaît à l'église, est devenu un symbole laïc, et en tout cas neutre, la plus bigote est-ce l'Église qui veut le conserver ou l'Union européenne qui veut l'enlever ? » (p. 304).

Érudition, clarté, équilibre dans l'argumentation caractérisent le style de l'auteur du *Nom de la rose*, et ces *Chroniques d'une société liquide* ne font pas exception. On le relit pour ses petites leçons de sagesse, dispersées au fil d'une centaine de textes, comme ce constat que le silence est devenu un bien rare dans notre monde bruyant de machines, de ces petits bips émanant des commandes des électroménagers, de ces inévitables musiques d'ambiance entendues malgré nous dans tout restaurant ou au supermarché. En lisant Umberto Eco, on repense aux inoubliables *Mythologies* (1957) de Roland Barthes : de splendides petits morceaux d'analyse de faits de société à travers des symboles apparemment anodins, tirés de leur contexte ou du quotidien. En outre, on apprécie la traduction fluide et les notes de Myriem Bouzaher. On ne déplore que l'absence d'un index, car les titres des chroniques individuelles n'apparaissent pas dans la table des matières.

Yves Laberge

Manifeste des parvenus

Le think big des pense-petit

JULIA POSCA

Montréal, Lux éditeur, 2018, 152 p.

En 1929, le sociologue allemand Siegfried Kracauer publia *Les Employés. Aperçus de l'Allemagne nouvelle* (Les Belles Lettres, 2012), un ouvrage constitué de chroniques portant sur la vie quotidienne d'une classe moyenne



naissante. Il y traite, entre autres, de « la doctrine de la suprématie » de l'entrepreneur, qui promeut une conception du monde plaçant en son centre la libre entreprise, en ce qu'elle reproduirait une « harmonie séculière préétablie », mais qui « ne fonctionne pas dans l'intérêt des masses » (p. 108). Associant sa réussite à ses seules qualités, dit-il, l'entrepreneur a une conscience de soi fondée sur une recherche du profit « affectée d'un signe positif ».

Nous ne sommes pas à la fin des années 1920 en Allemagne, bien sûr, mais les propos de la sociologue Julia Posca, dans le *Manifeste des parvenus*, présentent de fortes similitudes avec l'analyse de Kracauer. Posca expose, sous la forme de six commandements, les postulats idéologiques d'une classe qui peine à dire son nom, celle des « parvenus », c'est-à-dire ceux et celles qui ont réussi à se hisser au sommet de la pyramide socioéconomique, et qui aiment le crier sur les toits. Ce qui est dénoncé, citations de parvenus à l'appui, n'est pas tant la possession excessive d'argent – cet objet précieux qui, selon cette élite autoproclamée, serait un tabou de la culture catholique canadienne-française –, que la puissance et l'aura symbolique que cette possession procure à ces *self-made men* de l'entreprise privée. En effet, vénérant l'argent comme un veau d'or, ils s'imaginent devoir leur succès à leur seule pugnacité et, pour cette raison, n'ont de cesse de culpabiliser « ceux d'en bas » en les accusant de leur peu d'aptitude au travail et de leurs

mauvais choix de consommation. Ah ! le bon vieux discours de la paresse ouvrière qui accompagne le démantèlement d'un État social, source de tous les maux ! Être sur les tribunes politiques et médiatiques, se faire ouvrir les cordons de la bourse et pénétrer l'âme du quidam : voilà l'idéal des parvenus ! Tout « ce qui n'est pas pris est perdu », voilà leur leitmotiv. Toutefois, leur conscience les taraude. Sachant que leur réussite dépend des prêts et subventions publics obtenus par réseautage, des bas salaires des personnes qui travaillent pour eux, ou du détournement occasionnel des règles économiques, juridiques ou environnementales, ils en deviennent paranoïaques. Tout geste citoyen leur apparaît alors comme une menace, dans une société réduite à une masse anonyme de consommateurs agglutinés, devant être menée d'une main de publicitaire.

Si l'expression « ce n'est pas parce qu'on rit que c'est drôle » prend tout son sens ici, c'est que derrière la satire qui teinte cet essai, Julia Posca, à l'instar de Kracauer, nous met sur la piste de quelque chose de plus terrifiant. C'est que la dynamique animée par ces multimillionnaires qui paradedent drapés du faste des banquets de leur fondation privée – vouée à pallier les conséquences désastreuses des politiques néolibérales qu'ils ont aidé à mettre en place et à justifier – ressemble drôlement à l'atmosphère glauque qui accoucha de mouvements extrémistes en Europe à une autre époque. En effet, devant leur mépris affiché à l'égard du peuple, il n'est pas étonnant que les frustrations populaires portées par des agitateurs publics aux idées brunes aient en ce moment le vent dans les voiles un peu partout sur la planète. Ce n'est pas seulement la réalité qui est niée par ces élites, mais la condition humaine dans son entièreté. Un jour viendra où ces illusionnistes de l'entrepreneurs seront drastiquement ramenés sur le plancher des vaches. La prochaine crise financière, ou écologique, leur rappellera peut-être qu'en tant que simples mortels, ils doivent respecter le monde qui leur a donné vie.

Benoît Coutu

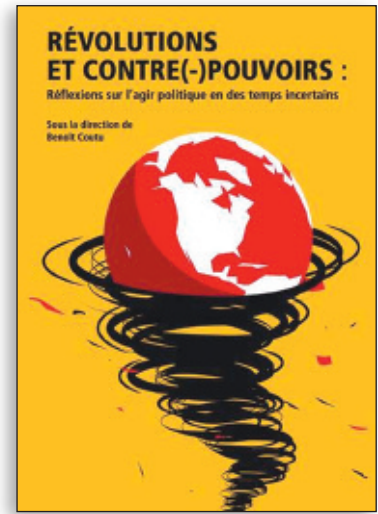
Révolutions et contre(-)pouvoirs *Réflexions sur l'agir politique en des temps incertains*

BENOÎT COUTU (DIR.)
Montréal, Éditions libres du Carré rouge,
2017, 363 p.

Cet ouvrage est le dernier qui paraîtra aux Éditions libres du Carré rouge. Cette trop éphémère initiative, née à la suite de la grève étudiante de 2005, nous aura donné sept livres d'une grande qualité et d'une pertinence certaine, le dernier ne faisant pas exception. Il faut donc, d'abord, souligner le travail accompli et remercier ceux et celles qui nous ont donné accès, pendant un peu plus d'une décennie, à une riche pensée critique.

De plus, on ne peut que souligner l'à-propos de conclure ce cycle par un ouvrage portant sur la révolution : non seulement parce que cela complète le travail passé, mais surtout parce qu'un tel livre répond à une question pressante, à savoir : comment est-il possible, aujourd'hui, de penser la révolution dans un contexte où même les éléments minimaux de la démocratie libérale sont remis en question par la montée d'un autoritarisme qu'on croyait relégué aux années 1930 ?

Sans revenir sur l'ensemble des chapitres, deux éléments m'apparaissent dignes de mention. Premièrement, on trouve dans ce livre une réelle tentative de penser la complexité de l'objet d'étude qu'est la révolution, sans pour autant tomber dans les lourdeurs ou l'opacité des débats académiques. Ce n'est pas que le propos soit facile d'accès, simplement qu'il est juste. Le texte de Rémi Villeneuve, par exemple, oppose de manière exemplaire la tension existante entre l'idéal révolutionnaire porté par la modernité et sa liquidation au sein de la pensée postmoderne. Cela porte évidemment à se questionner non pas sur la pertinence de l'idée de révolution, mais sur sa possibilité puisqu'elle est niée tous les jours par une *doxa* qui, sous des prétentions libertaires, véhicule en fait une haine de la liberté.



La complexité de l'objet « révolution » est également admirablement rendue à l'aide d'un souci, d'une sensibilité à vouloir saisir son caractère tragique. Comment comprendre la transformation de la liberté en son contraire ? Quelle dynamique propre aux révolutions permet d'interpréter que celles-ci, au moment même où elles triomphent, en viennent à légitimer les pires dictatures ? Les dérives autoritaires découlant des mouvements d'émancipation étant le pain et le beurre de la pensée conservatrice pour discréditer l'idée même de changement social, il s'agit là d'une contribution des plus heureuses.

Deuxièmement, un travail sur la révolution ne peut passer outre une réflexion sur sa capture par la droite néolibérale et financière. Si la révolution consiste en un mouvement de transformation du réel, force est de constater que ce sont les conservateurs qui dictent le tempo. Sur cette voie, les contributions particulières de Caroline Joly sur la gouvernance et de Maxime Ouellet sur le devenir rentier du Capital ouvrent des perspectives critiques qui valent le détour. La première pour mieux comprendre les origines financières de la nouvelle gestion publique et les effets voulus de déstructuration de l'appareil d'État qu'elle promet ; la seconde pour saisir la dynamique qui fait aujourd'hui des salariés de la classe moyenne des « alliés objectifs » de la croissance capitaliste.

Finalement, le seul regret face à cet ouvrage nous vient du texte trop décousu de Jacques-Alexandre Mascotto, qui lui sert d'épilogue. Cette contribution détonne par rapport au reste de l'ouvrage, et ne lui rend pas justice.

Philippe Hurteau